

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 16 (2001)
Heft: 12

Artikel: Les périodiques : électroniques ou papier, le point de la situation
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769266>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES PÉRIODIQUES: ÉLECTRONIQUES OU PAPIER, LE POINT DE LA SITUATION

Tous les sujets brûlants de notre profession ne peuvent être abordés dans le cadre d'un congrès.

Néanmoins, nous ne pouvions manquer de vous présenter le point de la situation réalisé

par Caroline Christiansen de l'Institut Suisse de Droit Comparé.

DM

RAPPORT UKSG-CONFERENCE (EDIMBOURG) OAI-WORKSHOP (GENÈVE)



L'UKSG, *United Kingdom Serials Group*, est une association professionnelle fondée en 1978 au Royaume-

Uni, destinée à encourager l'échange et la promotion d'opinions sur les périodiques en version papier et électronique ainsi que sur le processus de communication scientifique. Ce groupe d'intérêt organise tout au long de l'année des séminaires et édite la revue *Serials*. Le point fort de leurs activités est la conférence annuelle, qui réunit tous les maillons de la chaîne des périodiques: éditeurs, agents, bibliothécaires en provenance du Royaume-Uni en grande partie, mais aussi de nombreux pays d'Europe.

En 2001, la Conférence annuelle de l'UKSG s'est tenue à l'Université Heriot-Watt à Edimbourg, du 2 au 4 avril. Après y avoir participé, j'ai pensé en extraire des considérations générales sur la question des «*Revue scientifique*». Des réflexions glanées lors d'un séminaire sur l'*Open Archives Initiative*, qui a eu lieu au CERN du 22 au 24 mars de cette même année, sont également incluses dans les lignes qui suivent.

Deux réalités de base forment aujourd'hui l'arrière-plan de la publication scientifique périodique. La première est la *Crise du périodique*, la deuxième est le *Phénomène des périodiques électroniques*.

La *Crise du périodique* est le cercle vicieux dans lequel les consommateurs de littérature scientifique, principalement les bibliothèques, se trouvent depuis quelques années. Face aux restrictions budgétaires, les bibliothèques sont contraintes de réduire régulièrement le nombre de titres auxquels elles souscrivent. Cette réduction ne connaît pas de trêve, car les prix pratiqués par les éditeurs ne cessent d'augmenter, et

contraignent ainsi les bibliothèques à poursuivre leur politique d'annulation. Ces dernières années ont vu également l'explosion du *périodique sous format électronique*.

Pour les bibliothèques plusieurs problèmes se posent. Sur le plan financier, la gratuité de l'information électronique se révèle illusoire. Sur le plan technique, les infrastructures adéquates à cette information doivent être mises en place. Sur le plan légal, les chapitres ardues des licences et du copyright sont souvent des casse-têtes. Et enfin, sur le plan bibliothéconomique, la mise à disposition de l'information électronique demande un considérable effort de gestion, fourni en sus du travail traditionnel.

Quant aux éditeurs, ils sont forcés de trouver de nouvelles voies pour développer un modèle économique viable sinon rentable, ainsi que des solutions technologiques de plus en plus raffinées pour offrir aux usagers un produit à la hauteur de leurs attentes et surtout maintenir un contrôle strict sur la circulation de leurs publications.

A la Conférence du UKSG, il est clair que lorsqu'on y parle de périodiques, c'est évidemment de périodiques électroniques dont il s'agit. Le périodique en version papier semble être un mal nécessaire, dont le seul intérêt réside dans le fait que son acquisition permet, justement, l'obtention de la version électronique, vers laquelle convergent tous les espoirs et tous les efforts.

L'effort principal fourni en ce moment est celui que les bibliothèques déploient pour acquérir le plus de titres, électroniques cela va sans dire, avec la plus grande économie possible de moyens financiers.

Ici se dégage une tendance générale: l'heure est aux grandes affaires. Car pour bénéficier d'avantages financiers, il faut pouvoir traiter sur de grandes

quantités. Et seuls les grands éditeurs comme Elsevier, Academic Press, Kluwer, Wiley, ou certaines sociétés savantes sont à même de proposer un corpus de titres électroniques consistant.

Les bibliothèques présentent actuellement les symptômes de *Licencivite aiguë*. Les consortia les plus divers se forment et s'organisent pour négocier avec les grands éditeurs. Les éditeurs petits en taille sont par là en péril, car même s'ils avaient les moyens d'un investissement financier pour des versions électroniques, les bibliothèques ne voudraient pas nécessairement s'encombrer d'une gestion morcelée de leurs collections. Traiter titre par titre est en effet bien plus laborieux que d'acquérir en vrac un paquet de 1000 titres pour lequel l'investissement se fait une seule fois.

Plusieurs intervenants ont mis en garde contre le danger de céder à cette tentation du nombre de titres, par opposition à la pertinence des collections. Souvent, le paquet d'un grand éditeur n'est pas intéressant dans sa totalité aux bénéficiaires de la licence.

Dans ce contexte, la vision stratégique du OhioLink, gigantesque consortium des institutions de recherche de l'Ohio, est intéressante. Le directeur exécutif de OhioLink a relevé que, dans le futur, il était bien possible que l'on n'ait plus besoin de tous les titres proposés dans les paquets des grands éditeurs. Dans son optique, la situation actuelle est transitoire et inconfortable, mais l'on peut en tirer un grand profit d'un point de vue de la connaissance des besoins des usagers.

Aucune bibliothèque en effet, dans l'ère dominée par le papier, n'était vraiment en mesure de connaître avec précision les pratiques informationnelles de ses lec-

teurs. Dans l'environnement électronique, la collecte de statistiques est bien plus aisée et permettra à moyen terme d'obtenir un profil détaillé des usagers. A long terme, la politique d'acquisition pourra être plus consciente et pertinente, influencée directement par les usagers. Le processus d'acquisition sera pointu et, sous la pression, les éditeurs seront forcés de personnaliser leurs ventes¹.

C'est déjà dans cette direction qu'a opéré Elsevier par la création d'une offre de titres PhysicsDirect, qui n'est autre qu'un produit dérivé de ScienceDirect, taillé à la mesure des besoins spécifiques de la communauté des physiciens.

Une personnalisation des ventes se fraye d'ailleurs déjà un chemin avec le système du *pay-per-view*. Ici, un parfait libre choix est laissé aux usagers de sélectionner exactement ce dont ils ont besoin. Relevons à ce propos une initiative intéressante, EASY (Electronic Article Supply), par laquelle certains éditeurs, au biais de l'intermédiaire Ingenta, fournissent aux bibliothèques l'article souhaité pour un montant compétitif à peu près équivalent à celui d'une transaction ILL (Inter Library Loan). Mais, en contrepartie, chaque fois que l'article acquis par la bibliothèque sera prêté par elle à une autre bibliothèque, l'éditeur percevra un revenu sur la transaction. C'est donc la première fois que les éditeurs ont la possibilité d'obtenir des gains sur les prêts interbibliothèques.

L'acquisition de publications électroniques à grande échelle cause aux bibliothèques une charge de travail bien importante. Au processus laborieux d'acquisition fait suite la mise à disposition de l'information.

Pour les publications électroniques, cet objectif est traditionnellement atteint à travers l'alimentation, paramétrage et maintenance d'un OPAC (Online Public Access Catalogue) et/ou répertoires en ligne de périodiques électroniques. Cela demande une adaptation constante des règles de catalogage, une exploitation efficace des fonctionnalités offertes par les catalogues informatisés, une recherche permanente de solutions automatisées et le développement d'interfaces adéquates. Là aussi, le défi est grand et demande des investissements que les bibliothèques ne peuvent pas toujours se permettre.

Les producteurs de logiciels de bibliothèque ont commencé à intégrer dans leurs systèmes des fonctionnalités destinées à répondre aux nouveaux besoins en matière de gestion d'informations digitales, journaux électroniques en particulier. Tous les logiciels ne sont pas également développés sur ce point, mais les bibliothèques ont là une chance de pouvoir gérer et mettre à disposition l'information de manière plus rationnelle et efficace.

La plus grande nouveauté, cependant, est l'apparition de nouvelles sociétés de services qui proposent aux bibliothèques de leur sous-traiter la gestion des périodiques électroniques. Cette sous-traitance peut concerner les aspects techniques, soit la production d'un système d'information plus ou moins élaboré (listes de titres électroniques, mises en place d'alertes e-mail, services de tables des matières, dépistage des nouveaux titres, statistiques ... le tout personnalisé pour une bibliothèque spécifique), mais peut tout aussi bien s'étendre à l'aspect administratif des négociations avec les éditeurs, mise en place des accès etc.

Ces sociétés de service peuvent effectuer à la fois le travail d'un service informatique, d'un service de veille, d'un service administratif (achat et vente d'information), d'un service de maintenance. On ne peut pas les qualifier exclusivement d'agences d'abonnements, d'aggrégateurs ou de boîtes informatiques, car elles sont un peu de tout ça à la fois, chacune différente à sa manière.

Nouvelles, elles répondent aux nouveaux besoins en matière de périodiques électroniques des bibliothèques, qui ne peuvent justement pas toujours assumer d'être *un peu tout à la fois*. Voici quelques noms: SerialsSolutions (compagnie fondée et dirigée par un ex-bibliothécaire) basée à Seattle, JournalWebCite à Philadelphia et TDNet, basée à Tel-Aviv. Ces compagnies sont fraîchement arrivées sur le marché, les développements et résultats sont à suivre.

La publication électronique est désormais un processus irréversible. Les possibilités offertes par le support se développent de plus en plus et, dans certaines disciplines, on en est arrivé au point où le format papier est hautement inadéquat à la transmission et au stockage de l'information. C'est ce qu'a démontré un représentant d'EMBO (European Mole-

cular Biology Organisation) en citant en exemple la masse des informations produites par les spécialistes du génome humain.

Dans l'environnement électronique, une composante fondamentale sont les liens entre les documents ainsi que leur accessibilité, puisque l'accès aux documents peut être ouvert ou fermé selon les autorisations possédées par l'utilisateur. Cette caractéristique ne cesse d'inciter à de nouveaux développements technologiques pour améliorer la qualité du chaînage et la disponibilité des documents.

Au centre de la publication scientifique, nous avons les citations et les références. Depuis deux ans déjà, les grands éditeurs collaborent pour chaîner entre elles leurs publications électroniques, dont souvent les articles se citent les uns les autres. La présence d'un intervenant de CrossRef (The Central Source for Reference Linking) à l'UKSG 2001 atteste que l'initiative a fait tâche d'huile et qu'elle est en expansion. Aujourd'hui 81 éditeurs y participent. Le principe technologique sur lequel fonctionne CrossRef est le DOI (Digital Object Identifier), numéro qui identifie tout article, partie d'article, image ou graphique de manière unique, indépendamment de l'URL et des variations qu'il subit.

Un autre aspect important, découlant directement du précédent, est celui de la *copie appropriée*. Un même article peut en effet être disponible à plusieurs endroits, mais ces copies ne sont pas nécessairement toutes connues ou accessibles à l'utilisateur. Les spécialistes du chaînage ont donc recherché un système qui tout d'abord localise les multiples copies d'un document et ensuite présente à l'utilisateur celle pour laquelle il bénéficie des droits d'accès. Un tel système fonctionne avec le standard OpenURL, en plein développement au sein de l'initiative Open Archives.

On évolue donc de plus en plus vers des techniques de chaînage dynamiques et ouvertes, qui ne se basent plus sur des liens précalculés d'avance. Ces techniques de chaînage ont été étudiées dans des projets tels que le système SFX, développé à l'Université de Ghent et commercialisé par Ex-Libris pour son logiciel ALEPH. Les spécialistes joignent aussi leurs efforts pour faire converger

la mission de CrossRef/DOI et OpenArchives/OpenURL.

La conférence UKSG 2001 a invité à s'exprimer un représentant de l'Open Archives Initiative (OAI). C'est là un projet qui a son origine dans le monde des *E-prints*, soit toute cette masse grandissante de l'information scientifique électronique qui est diffusée et accessible en exclusivité ou en parallèle de la publication officielle, sous forme de documents pré-, post- ou auto-publiés. C'est là un détail intéressant qui montre que les acteurs traditionnels de la publication, audience en très grande partie majoritaire lors l'UKSG, ne peuvent plus faire l'économie de cette publication scientifique subversive, qui s'insurge justement contre les mécanismes à la base de la *Crise du périodique*.



L'Open Archives Initiative avait organisé dans les murs du CERN un séminaire du 22 au 24 mars dernier. L'Open Archives Initiative, basée sur le protocole OAIMHP (Open Archives Initiative Metadata Harvesting Protocol) est un projet qui souhaite tout d'abord favoriser l'interopérabilité des serveurs d'*E-prints*. Le but pour l'utilisateur est d'accéder à une multitude de serveurs d'*E-prints* à la fois, comme s'il consultait une seule et même bibliothèque digitale.

L'OAI a cependant des implications qui vont au-delà des communautés d'*E-prints*. Puisque son principe de base est de rechercher des métadonnées au moyen d'un protocole, la mission de l'OAI est donc bien celle d'ouvrir l'accès à une variété de matériel digital, peut importe son écrin. La preuve en est que non seulement les serveurs de littérature grise s'intéressent et participent au projet, mais aussi que certains éditeurs se soucient de rendre leurs technologies compatibles avec l'OAI.

A noter que lorsque l'on parle d'*ouverture*, c'est bien d'un point architectural dont il s'agit, soit développer des interfaces qui rendent disponibles du contenu provenant de fournisseurs différents. Il ne s'agit pas nécessairement de contenu librement accessible, puisqu'au-delà de raisons économiques il peut y avoir bien plus, soit des impératifs de sécurité (diffamation, mauvais usage etc.).

Le séminaire du CERN a accordé également une grande place à la thématique

du *peer-review*, qui est le processus de validation scientifique par les pairs. Le pilier fondamental de la communication scientifique est la validation du travail de recherche. Sans caution scientifique, un travail de recherche est amputé d'une grande partie de sa crédibilité et met en péril son éventuel impact.

Au cours de ce meeting, un faible nombre de participants s'est déclaré satisfait du mécanisme de *peer-review* en vigueur, tel que pratiqué par les éditeurs dans le cadre traditionnel d'une revue. En effet, le processus de validation d'une revue est souvent très long et engendre des délais de publication inacceptables pour les auteurs, d'où entre autres la recherche de solutions parallèles ou subversives par rapport à la publication classique.

D'autres intervenants ont souligné la nécessité de trouver de nouveaux processus de validation. Un intervenant a même présenté une revue électronique, JIME (Journal of Interactive Media), qu'il édite en ayant recours à la pratique du *open peer-review*, qui intègre article et commentaires des pairs dans un document rapide à publier et plus riche en contenu pour le lecteur.

Les participants étaient en grande majorité des adeptes du principe de l'affranchissement de la littérature scientifique du joug des grands éditeurs. Mais c'est évidemment une libération des coûts de cette littérature dont il s'agit et absolument pas du principe de validation scientifique. Le défi est donc énorme: proposer des mécanismes moins onéreux de validation, qui est bien l'aspect le plus coûteux de la production de littérature scientifique.

En conclusion, le chapitre «*Revue scientifique*» est dominé depuis bien des années par les communautés des sciences dures. Sciences humaines ou sociales connaissent des développements plus lents. Ce sont les communautés des sciences dures qui ont précipité l'apparition des périodiques électroniques, mais paradoxalement ce sont elles aussi qui sont à l'origine de la remise en cause du système traditionnel de publication, qui s'est manifesté par l'apparition de serveurs de littérature pré-, post- ou auto-publiée.

Les clivages entre publication traditionnelle ou subversive tendent à s'estomper, on pourrait croire. CrossRef et Open Archives sont des développements signi-

ficatifs, et quoique issus respectivement du versant officiel (CrossRef/revues) et inofficiel (Open Archives/E-prints) de l'information scientifique. Tous les deux ont comme but de contribuer à une efficacité toujours plus grande de la communication scientifique. Ils tendent pour cela à collaborer et leur succès repose sur l'ouverture et l'interopérabilité des systèmes. Il est désormais impératif qu'un article, un prétrirage, le chapitre d'un livre, une référence, une formule mathématique, une séquence d'ADN, une image, une animation soient repérables par l'utilisateur, peut importe le statut de l'information. Dans ce sens, la revue en tant que dépositaire unique de l'information scientifique est détrônée.

Il n'en reste pas moins que les revues scientifiques remplissent plus que jamais des rôles que d'autres formes de publication sont loin de pouvoir efficacement remplacer. Parmi ces rôles nous avons en premier lieu la validation de la recherche, par le système du *peer-review*. Un deuxième rôle fondamental des revues est celui de fonder et regrouper des communautés de chercheurs autour d'intérêts similaires qui deviennent de plus en plus pointus et spécialisés.

¹ Il faut savoir qu'OhioLink conclut des accords avec les éditeurs, selon lesquels les données informatiques sont localement stockées chez eux. OhioLink peut donc sans difficulté pratiquer la collecte et le dépouillement de statistiques à grande échelle dans une optique de réajustement de ses politiques d'acquisition. Notons que la tâche est loin d'être aussi aisée pour les bibliothèques qui accèdent aux revues électroniques directement sur le serveur des éditeurs. Ces derniers ne sont pas ou ne veulent pas encore être au point sur la question des statistiques d'usage, fournies d'une manière souvent inexploitable. Les développements en la matière sont à suivre.

.....




Hotline

für Insertionsaufträge

TEL. 031/300 63 84
FAX 031/300 63 90
E-MAIL: inserate@staempfli.com